

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19399 - 75ÈME ANNÉE

## Elections municipales à Saint-Denis

### Julie Pontalba lance un appel à l'Union dionysienne : « nous pouvons le faire ensemble »



Le 8 novembre dernier, Julie Pontalba avait publié une déclaration intitulée « Être utile pendant le mandat municipal 2020-2026 ». Elle a publié hier une note faisant suite à cette déclaration où elle décline les propositions qu'elle souhaite voir avancer durant ce mandat, en particulier dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. Julie Pontalba indique avoir reçu une réponse positive de la municipalité sortante, prête à un travail en commun. Julie Pontalba appelle à un rassemblement plus large, l'Union dionysienne.

« J'ai publié une Déclaration intitulée : être utile durant le mandat

municipal. Je mets l'accent sur la question de la pauvreté multiforme, en hiérarchisant 3 aspects :

- le plan alimentaire,
- le plan relationnel,
- le mal développement.

A la fin, j'appelle à l'union dionysienne pour traiter de ce problème.

**Cette déclaration nécessite quelques commentaires.**

Le nombre de colis alimentaires distribués sur un an a explosé. Il dépasse 100 000 colis ! Les personnes qui perçoivent les revenus sociaux sont les plus atteints mais

on parle de plus en plus de travailleurs pauvres, c'est-à-dire de gens qui n'arrivent plus à boucler les fins de mois, malgré un salaire. Signe d'une situation bien réelle mais peu, voire pas, traitée politiquement et durablement.

D'autres pays ont traité ce problème avec succès, c'est donc, c'est une question de volonté.

On peut tout faire durant 6 années de mandature mais si la question de la pauvreté qui se vit au quotidien n'est pas traitée, avec courage, alors le désespoir va grandir et à quoi aura-t-on servi ? Il faut redonner confiance à ceux qui ont le plus besoin des pouvoirs publics. J'en appelle au sursaut démocratique et collectif. C'est presque un "Comité de Salut Public".

Nous ne pouvons pas être d'accord sur tout mais pouvons-nous trouver un accord sur cette priorité ?

La direction municipale dionysienne sortante a réagi positivement à cette analyse et a souhaité un travail en commun. C'est du bon sens. Ce que nous ne pouvons pas faire seul, nous pouvons le faire ensemble, nous mettons plus de chance pour réussir.

Mais, il faut aller plus loin. J'en appelle à un rassemblement plus large, incluant des personnes de bonne volonté. Peu importe le parcours de vie de chacun, nous avons besoin de gens disponibles et volontaires car le défi est im-

mense. Si c'était facile, ça se saurait. Hélas !

**Je veux compléter la réflexion contenue dans la déclaration publique par 5 propositions concrètes.**

**1-manger à sa faim.**

**2-créer une banque municipale.**

**3-donner du pouvoir politique à la base.**

**4-modifier le CCAS pour soutenir l'activité et l'emploi de proximité.**

**5-réaliser la gratuité des transports.**

### 1-manger à sa faim.

Il s'agit de "gagner la bataille contre la faim". Agir sur le mode de consommation actuelle et améliorer les capacités d'achat. Pas d'application de mesures d'ensemble. Agir par groupe de cas. Sous la terminologie "pauvre" se cachent en réalité différentes situations. C'est pourquoi il faut partir de l'individu pour formuler des propositions adaptées. Il faut recenser les personnes qui se décrivent comme pauvre, les aider à formuler leurs attentes, et examiner les réponses concrètes.

Aucun quartier, aucune famille, aucun citoyen ne doivent être abandonnés. Toutes les idées méritent d'être étudiées.

### 2-créer une banque municipale.

La population doit comprendre le mécanisme de l'argent. Un pauvre est un agent économique et monétaire. Les banquiers et les commerçants le savent très bien. Dans une complicité exemplaire, ils lui accordent même du crédit alors qu'ils le refuseraient aux travailleurs, agriculteurs ou artisans. Mais c'est le pauvre qui payent les intérêts, l'assurance et le dossier. Lui, celui qui a le moins, il enrichit les autres.

Nous proposons de créer une banque où les pauvres seront les actionnaires à partir de 1 euro. On verra avec les déposants l'utilité sociale et économique de cette épargne. L'objectif est de rendre les épargnants conscients de leurs nouveaux rôles et ne pas faire à leur place.

(Ce procédé existe déjà dans certains pays de la zone)

### 3-donner du pouvoir politique aux quartiers.

La population, et les plus démunis en particulier, sont exclus des décisions politiques qui se prennent dans les Conseils Municipaux. Compliquées et incompréhensibles. On crie à la consultation participative, à la décentralisation des décisions. On peut donc créer de vrais conseils disposant d'une ligne de crédit affectés aux décisions de base. C'est là la nouveauté. Former la base à l'exercice de la vie publique au pouvoir de gestion. C'est une École de la Délibération qui vient compléter les Conseils de quartiers, déjà prévus par la loi. Ce que nous proposons c'est, avant tout, pour réinsérer chaque individu dans un processus de valorisation personnelle. (Modèle : Association et Syndicats d'habitation.)

### 4-modifier le CCAS pour soutenir l'activité et l'emploi de proximité. Ajouter un E pour économique.

Les CCAS sont des distributeurs d'argent public et de colis. Or il est possible d'en donner une dimension économique. Un mécanisme peut être mis en place pour Encourager l'activité génératrice de revenu afin de sortir de la précarité monétaire.

### 5-gratuité des transports.

Le déplacement est un droit humain universel, il s'agit de faire en sorte que tous puissent en jouir. Le transport en commun gratuit présente de nombreux avantages économique, écologique et sociale. A Saint Denis il ne manque pas grand chose pour atteindre la gratuité totale des transports en commun, il faut sauter le pas !

(Exemple de Dunkerque : [https://www.francetvinfo.fr/meteo/climat/dunkerque-la-gratuite-des-transports-en-commun-est-un-succes\\_3484917.html](https://www.francetvinfo.fr/meteo/climat/dunkerque-la-gratuite-des-transports-en-commun-est-un-succes_3484917.html))

C'est ce programme d'actions concrètes que nous souhaitons voir se réaliser.

Je remercie la direction municipale sortante pour l'intérêt qu'elle a porté à ce programme. L'union c'est la volonté de faire un pas vers l'autre. Avoir raison mais tout seul n'aide pas à être efficace, or c'est bien d'efficacité dont nous avons tous besoin aujourd'hui pour régler les problèmes de société.

Je ne ferai donc pas de liste qui participe à la division mais je souhaite constituer un groupe "Solidarités Dionysiennes" pour travailler de concert avec la majorité sortante sur ces points essentiels.

Aucune collectivité ne s'est attaquée de manière décisive à cette question. Nous voulons bien le faire avec toutes les bonnes volontés !»

## Vers l'émergence d'un nouvel acteur

# Nouvel objectif pour Madagascar : exporter du sucre

A Madagascar, le Plan émergence du gouvernement vise notamment à relancer l'industrie du pays, afin de pouvoir créer des richesses. Le week-end dernier, le président malgache a visité une usine sucrière arrêtée depuis 2014. L'objectif est de redémarrer l'activité. Ceci afin d'une part de répondre à la demande en sucre des Malgaches d'une part, et d'autre part d'exporter du sucre. C'est ce qu'indique cet extrait d'un article paru dans le journal «L'Express» :

«En visite à Morondava durant le week-end, Andry Rajoelina, président de la République, s'est lancé sur un nouveau challenge. Il s'agit de remettre en marche la Sucrerie Complant Madagascar (SU-COMA). Un défi que le locataire d'Iavoloha compte relever avant la fin du contrat de location-gérance du site.

« Nous allons chercher les moyens de relancer rapidement les activités de cette société », a déclaré Andry Rajoelina, devant les habitants d'Analava, dont une partie constitue des salariés de l'usine sucrière, en situation de chômage technique. Selon ses dires, l'initiative est motivée par le souci de redonner de l'emploi à la population locale, mais aussi, de concrétiser le but de « produire localement les besoins de la population ».

Le but serait donc, de produire lo-

calement au moins deux-cent mille tonnes de sucre chaque année, ce qui correspond à la consommation annuelle de la population. Il faudra, également, envisager l'exportation. C'est ainsi que la visite de l'usine sucrière, qui a cessé ses activités depuis 2014, s'est inscrite comme première étape de l'escapade présidentielle dans la capitale de la région Menabe, samedi. L'ancienne Sucrerie industrielle d'Analava (SIRANALA), a été reprise en location-gérance par SU-COMA, en 1997. Un contrat qui arrive à terme dans deux ans, selon le chef de l'État. « La réouverture de l'usine se fera avant cette échéance », a-t-il affirmé. Un conflit latent entre les salariés et les dirigeants avait conduit à des heurts, à l'incendie et au pillage d'une partie de l'usine, en décembre 2014. Les activités du site se sont depuis arrêtées.»

### Commentaire

Ceci amène tout d'abord à constater que la consommation de sucre à Madagascar est égale à la production annuelle réunionnaise. D'ici à la concrétisation de ce plan de relance, la population va continuer à augmenter, ainsi que les besoins. Néanmoins, si avec l'aide de l'État plusieurs usines sucrières sont remises en marche, la pro-

duction dépassera rapidement la demande locale, et cherchera un débouché à l'exportation. C'est donc une nouvelle concurrence qui émerge pour le sucre de La Réunion, avec un coût de production nettement inférieur, et des marges de croissance très supérieures. Ce sucre malgache ne pourrait-il pas venir à La Réunion concurrencer le sucre réunionnais ? Une telle éventualité n'est pas à écarter en raison de l'orientation prise par les autorités compétentes dans le commerce international, et validées par la France.

Il est urgent de travailler à une alternative, afin que le développement de l'industrie sucrière de Madagascar s'inscrive dans un partenariat gagnant-gagnant avec les autres pays de la région. Faute de quoi, la mise en concurrence des travailleurs laissera forcément les plus vulnérables sur le bord du chemin, c'est-à-dire les Réunionnais.

M.M.

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

# Oté

## Lé pli fasil lès son sèrvo patine dann la mélass plito ké fé travaye ali !

**Matant Zélida la ékri Justin :**

**Mon shèr nové, mon spèss salté, rouj-de-fon dovan l'éternité**

**Ma ékout azot i diré sé bann kominis la dékouvèr lo réshofman klimatik é sé zot l'apré fé an sort demoun i lite kont réshofmann la. Mèm pou désèrtin rant zot sé Paul Vergès la dékouvèr sa é sé par li koméla bann gran péi i méfyé so réshofman-la avèk tout la tablatir souvan dé foi demoun i pans zot va amène pou l'imanité. Mi di soi-dizan pars a l'èr k'i lé, si mi tronp pa, réshofman klimatik la sa sé in fénomène i koné pa bien é i koné pa avèk présizyon é souvan défoi néna in pé i fé sanblan zot i koné alé oir zot i koné pa inn tyork. Tok ! Pran sa pou toué !**

**Justin la fé pou répons :**

**Mon vyé matant k'i koz la boush rouvèr, mi antann aou dir, i koné pa bien si sé l' onm k'i provok lo réshofman klimatik, i koné pa égzak toman lé shoz é an plis ké sa bann kominis ki fé zot zésétou dann sète afèr-la, sré myé robotiz azot bann zésémèrd.**

**Matant mi tienbo d'rapèl aou koman bann gran zoinal, bann radyo épi bann télé la réazi kan Paul Vergès l'anons la katastrof té i pé arivé. Sa lété dann in kanpagn éléktoral é Paul Vergès la fé in konférens do prèss. Bann zoinalis té i pans li téi sava parl zéléksyon mé li la pa parlé. Li la parl sinplomman la késtyonn réshofmann klima. Bann zoinalis la pans li l'avé pèrd lo nor é zot la pans Vergès téi konsidèr lo zéléksyon lé kui é sé pou sa lo prézidan lo PCR i anparl pa. Finalman zot – bann zoinalis épi l'opintyon, té konm poul dovan in kanète apré domandé kosa i lé nouvo grin mayi la é si sa i manz alé oir lo bann zésémèrd lété bien zot zour-la.**

**Tok ! Pran sa pou ou matant épi pou touk sak konm ou kan lo saz i amntr la line linbésil i rogard lo doi.**

*Justin*